

DISONS ADIEU À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Résumé du livre « Adieu à la Croissance », de Jean
Gadrey, troisième édition augmentée, 2015

Pourquoi dire adieu à la croissance économique? Pour au moins deux raisons, d'une part, au moins dans les pays riches, elle ne s'accompagne plus de développement ou de progrès social, et d'autre part, elle s'accompagne de dommages écologiques qui vont devenir dramatiques. Ainsi elle ne fait plus de bonheur au présent, et elle risque de faire beaucoup de malheur au futur.

Or la croissance ne reviendra pas, car elle n'est plus alimentée par suffisamment de ressources, et de plus l'humanité finira par la rejeter.

Première partie

**LA CROISSANCE N'EST PAS LA
SOLUTION, C'EST UN PROBLÈME**

Référence aux paroles prononcées par G.W. Bush en 2003

QUE COMPTE-T-ON ET QU'OUBLIE-T-ON?

- Qu'est-ce que la croissance économique? Variation positive du PIB.
- Le calcul du fameux PIB
- Tout ce qui peut produire et se vendre avec une valeur monétaire va gonfler le PIB, sans qu'on ne prenne en compte la notion de bien-être : destruction des forêts tropicales, bulles spéculatives de l'immobilier, progression des dépenses de santé sans amélioration de l'espérance de vie...
- Non comptabilisées : bénévolat, travail domestique, temps libre, ressources naturelles gratuites (l'eau du robinet contre l'eau en bouteilles est un délit au regard du PIB).
- Indifférence du PIB devant les inégalités, la pauvreté, la sécurité économique, la répartition des richesses

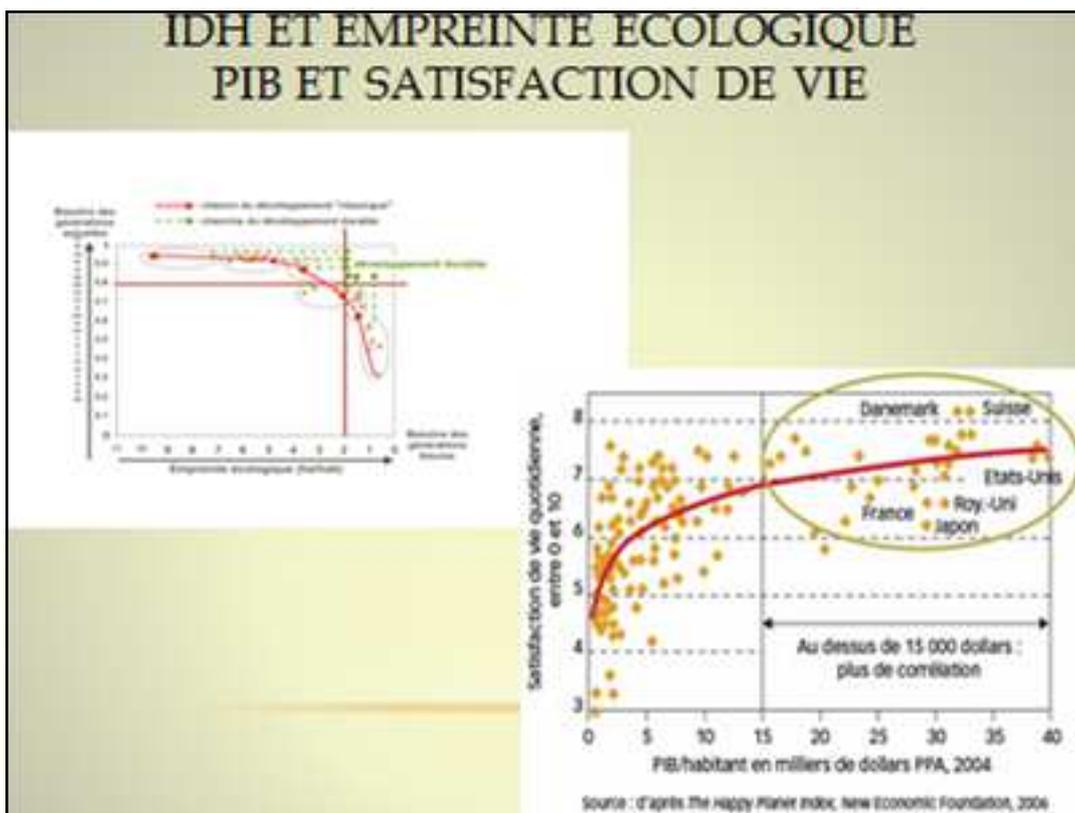
La croissance est celle du PIB, variation de cet indice d'une année à l'autre, et toujours positive. Le PIB est la somme de valeurs ajoutées produites dans un pays en une année : des biens marchands, et des coûts de production des biens non marchands, comme par exemple l'enseignement ou la santé, déduction faite de l'inflation.

Or le PIB ne prend pas en compte les dégâts faits à l'environnement, le bénévolat, le travail domestique non rémunéré, l'évolution des inégalités (l'indice de Gini n'apparaît pas dans son calcul). Donc il ne prend pas en compte la santé humaine et la santé sociale. Ce n'est donc pas un indice de bien-être.

D'ailleurs il n'est pas prévu pour cela. Et par conséquent, si l'on vous dit, serine, répète, à longueur de discours politiques, d'éditoriaux serviles, d'articles partiels, que seule la croissance pourra nous apporter un mieux-être, au mieux c'est une mauvaise compréhension, au pire c'est tout simplement une falsification.

LE MIEUX-ÊTRE EST DÉCONNECTÉ DU PLUS-AVOIR

- Le bonheur est-il dans le plus?
- Santé : toujours plus n'est pas toujours mieux
- Éducation : même constat



Y a-t-il corrélation entre le développement humain et l’empreinte écologique? Ce graphique nous montre que cette relation existe jusqu’à un certain point. A 2 ha/hbt, le développement humain se casse la figure. Inversement, le développement humain n’augmente plus au-dessus de cette valeur. Nous avons donc tout intérêt à développer un cheminement « durable » en diminuant l’empreinte écologique tout en augmentant les facteurs de développement humain autres que monétaires (santé, éducation), tels que définis par Sen.

L’autre graphique montre que la relation entre PIB/hbt et satisfaction de vie, telle que définie par The New Economic Foundation, est logarithmique : à partir de 15000 \$, la relation disparaît. Le rendement en bonheur du PIB/hbt est nul au-dessus d’un certain niveau qui est la moitié de celui de la France! Ainsi, entre 1973 et 2005, alors que l’abondance matérielle a progressé de 75%, le bien-être subjectif a stagné à 6,6/10. Le problème est l’interprétation des données de satisfaction de vie, car elles sont évolutives. Ainsi si cet indice est plus élevé au Honduras qu’en France, nul doute que peu de Français apprécieraient de vivre au Honduras. Il y a là, soit une addiction à la consommation effrénée, soit des conquêtes sociales légitimes.

Ce débat peut être éclairé par les indices de développement humain.

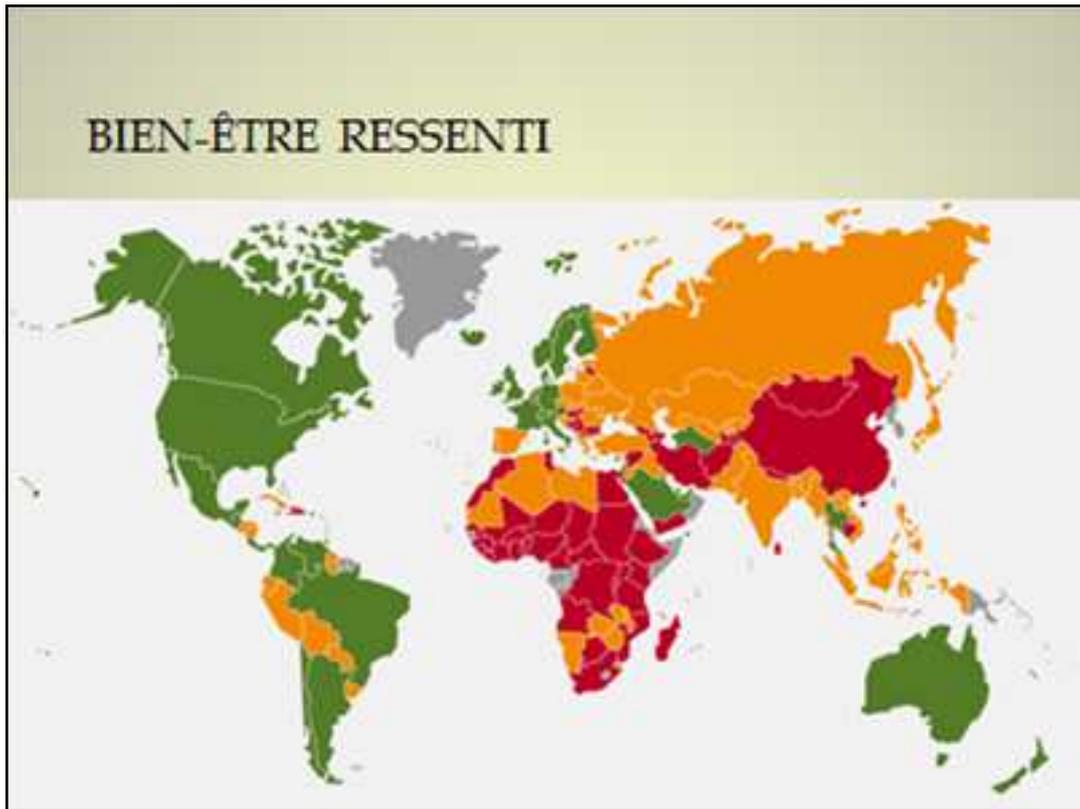


L'index de bonheur planétaire est le rapport du bien-être ressenti (satisfaction de vie) multiplié par l'espérance de vie, et divisé par l'empreinte écologique. L'espérance de vie est une mesure importante du niveau de santé d'une population.

Or, à l'instar de la relation entre PIB/hbt et satisfaction de vie, l'espérance de vie ne croît plus au-dessus de 18000 \$. Dans les 29 pays les plus riches, la relation entre PIB/hbt et espérance de vie disparaît. Ainsi, Malte est à 79 ans pour un PIB/hbt de 18000 \$, le Japon a une espérance de vie de 82 ans, pour un PIB/hbt de 28000 \$, les USA ont une espérance de vie de 77,5 ans pour un PIB/hbt de 40000 \$. Or l'espérance de vie continue de croître dans tous ces pays, mais pour des coûts marginaux de plus en plus croissants. Car en fait, la santé d'une population dépend de plusieurs facteurs : environnement social et physique, conditions de vie et de travail, niveaux de vie et leur distribution, niveaux d'éducation. Et bien sûr l'accès à la médecine, qui, au demeurant, ne contribue qu'à 25% à la santé.

En matière de santé, si on compare USA et France, où les dépenses de santé par hbt sont deux fois moindres, c'est le libéralisme économique qui est gabegie, et la socialisation égalitaire qui est sobre et efficace. De plus, l'indice de santé sociale ne cesse de décroître aux USA.

Donc, certes, dans un premier temps, la richesse, car elle influe sur les conditions de vie, accès à l'eau, alimentation, hygiène). Mais pas dans un deuxième temps, où les pollutions, l'alimentation inadéquate ou excessive, les inégalités et les violences, tendent à altérer la santé et le bien-vivre.

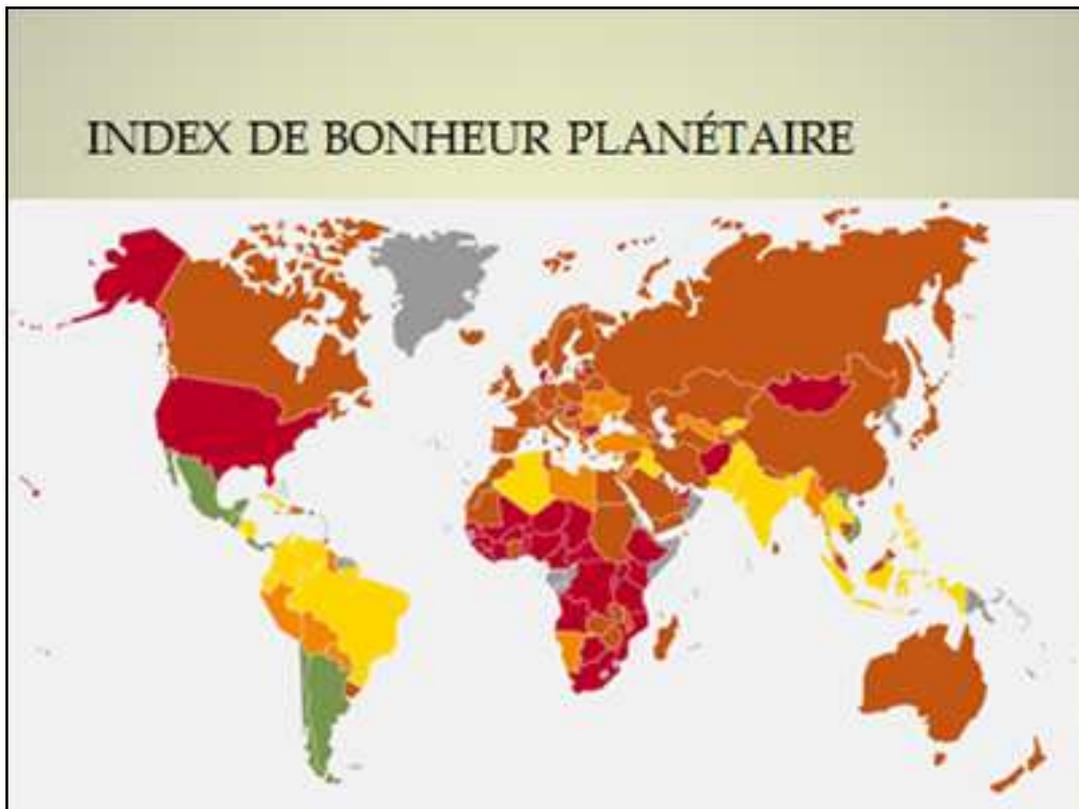


Le bien-être ressenti est la réponse individuelle à la question du ressenti de votre vie actuelle sur une échelle de 0 à 10. Toujours selon le NEF. Ce planisphère permet de juger les contrées du monde où la satisfaction de vie est la plus élevée.

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE



L'empreinte écologique promeut la charte environnementale de la WWF, comme une mesure de la consommation des ressources. C'est une mesure, par habitant, de la surface de terre requise pour soutenir la consommation d'une population, ici d'un pays. Elle est mesurée en hectare global, qui représente un hectare de terre ayant une biocapacité productive moyenne.



Cet index, discutable en soi, est le rapport du produit de l'espérance de vie et du bonheur ressenti divisé par l'empreinte écologique. Selon cet indice, le pays le mieux placé est le Costa-Rica. La France est 50^{ème}, les USA 155^{ème}. Mais si vous ajustez cette valeur à l'indice de Gini (indice d'inégalité), vous obtenez que si le Costa-Rica reste le pays en tête, la France passe 47^{ème} et les USA 104^{ème}. Le premier pays européen est l'Albanie, respectivement en 18 et 17^{ème} position.

Voyez comme les résultats sont surprenants!

On pourrait même y rajouter l'éducation, qui entre en compte dans le DH, pas dans l'index de bonheur planétaire. Les tendances graphiques sont similaires : relation logarithmique entre PIB/hbt et taux de scolarisation dans le secondaire. Cette relation disparaît à partir de seulement 12000 \$ cette fois.

On pourrait aussi multiplier les exemples. Dans pratiquement tous les cas, les variables disponibles de DH, de cohésion sociale, de pauvreté, d'inégalités économiques ou politiques entre femmes et hommes, de délits, ne sont pas corrélées avec le PIB/hbt à partir d'un certain niveau. Attention : corrélation n'est pas causalité. Mais ce qui force à réfléchir, c'est qu'on obtient des résultats équivalents avec le tiers ou la moitié du PIB français.

LA CROISSANCE CONTRE L'ENVIRONNEMENT NATUREL

- Le cas du climat
- Il n'y a pas que le climat
- Annexe sur le climato-scepticisme

Les variables de développement utilisées jusqu'ici ne tiennent pas compte de la durabilité de celui-ci. Or les constats en termes de durabilité écologique sont inquiétants.

Prenons le cas du climat. La courbe liant PIB/hbt en PPA et émissions de CO₂, par hbt/an est une droite, que nous avons déjà montrée dans la conférence sur l'impossible découplage pollution / production. En mettant chaque pays sur un point de ce graphique correspondant à son PIB et son émission de CO₂, on obtient une corrélation linéaire. Si la France se situe en-dessous de cette droite, du fait de l'électricité nucléaire, comme la Suisse, du fait de son électricité hydraulique, d'autres pays sont situés bien au-dessus comme les USA, le Canada, ou l'Australie. En gros, lorsque vous gagnez 3000 \$ de PIB/hbt, vous produisez une t de plus de CO₂. Cette corrélation s'affaiblit au seuil de 13000 \$ mais reste réelle. Au cours du temps, si l'intensité CO₂ du PIB a diminué de 40% sur les 40 dernières années, comme le PIB a augmenté d'un facteur 3, la production de CO₂ a augmenté de 1,9. Le découplage relatif constaté en France est donc lié au Nuke (-10% d'émission de CO₂ avec un PIB multiplié par 2,4), est faussement encourageant. Ce qui compte est le niveau absolu (on se croirait dans les commentaires de la COP21). En France, il faudrait réduire de 4% par an les émissions de CO₂. Et l'empreinte écologique divisée par 3 à 5. Mais il n'y a pas que le climat. Il faut aussi envisager des politiques fortement volontaristes de réduction de la croissance quantitative. Trois seuils écologiques sont déjà dépassés : le climat certes, la réduction de la biodiversité, l'azote prélevé dans l'atmosphère à des fins agricoles. On s'approche de six autres seuils : acidification des océans, diminution de l'ozone stratosphérique, restriction des forêts, des terres arables, de l'approvisionnement en eau. Et le bilan n'est pas plus brillant en ce qui concerne les ressources non renouvelables. Des objectifs de réduction de ces pressions sur l'environnement sont incompatibles avec le maintien d'une croissance économique même réorientée.

Un point sur les climato-sceptiques : le GIEC l'emporte dans ses arguments sur les sceptiques, car ceux-ci sont rarement des spécialistes du climat, car 95% des climatologues lient l'élévation des températures aux émissions de GES des activités humaines, car de puissants lobbies appuient les climato-sceptiques, avec de gros moyens et des appuis politiques, enfin car les spécialistes du climat s'accordent sur le diagnostic, avec leurs diversités d'approche et d'appréciations des risques.

LA CROISSANCE VERTE, UTOPIE SCIENTISTE

- Pas de définition officielle : croissance compatible avec les exigences écologiques les plus importantes
- Croissance à 2% = quantités produites x 6 d'ici 2100
- Épuisement pétrolier (symbole et mythe de la voiture électrique)
- Techno-scientisme : hymne aux nouvelles technologies!
- Illusion de la croissance immatérielle

Le DD a été détrôné par la croissance verte. La définition est floue. Est-elle compatible avec les exigences écologiques les plus importantes, à savoir diviser par 5 des émissions de GES, réduire le recours aux énergies fossiles et à l'eau, préserver la biodiversité, l'arrêt de l'artificialisation des sols, le sauvetage des mers et des espèces aquatiques. Le croire paraît bien hasardeux.

Une croissance à 2%, objectif de nos politiques, signifie une multiplication par 6 des quantités produites d'ici 2100. Est-ce sensé, même dans les pays riches? Il nous faut réduire de 4%/an nos émissions de CO₂, soit 6%/an par unité produite si on veut la croissance à 2% (rappelez la relation linéaire).

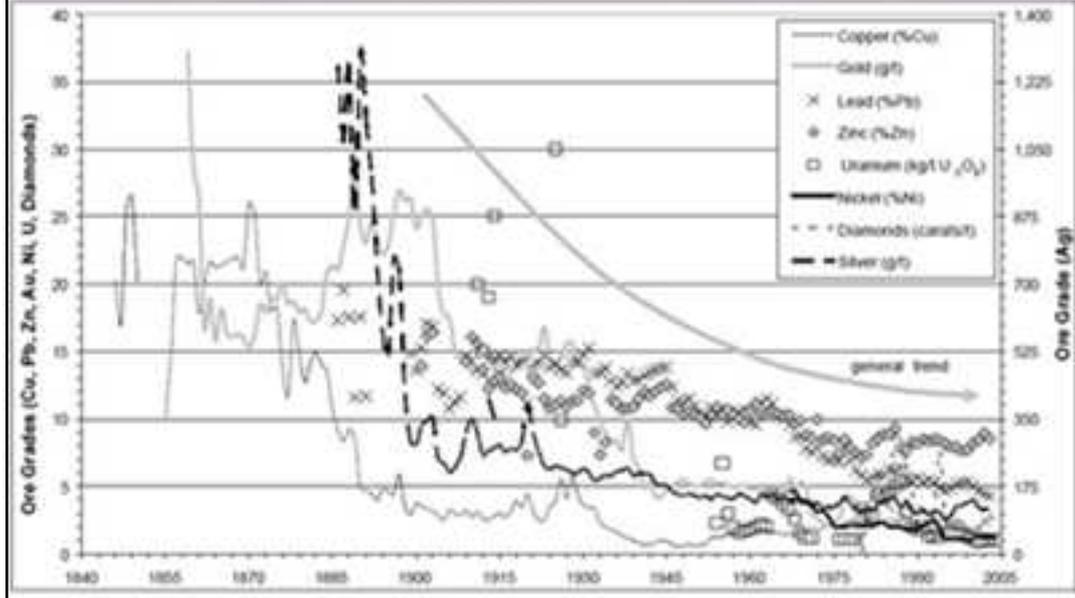
Le pétrole s'épuise, dans les prochaines décennies pour presque toutes les matières premières (minerais de l'abondance matérielle, terres arables convoitées, ...). Quelques exemples : le Pb, épuisé à bas coût en 2030 ; Ag, entre 2021 et 2037 ; Cu, gisements à bas coût épuisés en 2040 ; U, fin probable vers 2060 ; Ni, fin à bas coût vers 2050.

L'avenir : les nouvelles technologies, nous disent les scientifiques. Douteux, car nous venons d'évoquer un certain nombre de minerais indispensables aux nouvelles technologies. Sans compter le bilan carbone de ces activités : un PC pèse 1,3 t de CO₂. Or, dans un monde durable, les émissions/personne ne devront pas dépasser 1,8 t de CO₂/an, et 1,2 t en 2050, avec 9 milliards d'Humains. Il faudra bien faire le choix d'une informatique recyclable, sans trop de ressources, à très longue durée de vie. Ce qui d'ailleurs est très mauvais pour les chiffres de la croissance... D'autres idées? OGM, nucléaire, stockage carbone, agro-carburants, économie fondée sur l'hydrogène. Ce sont des paris sur le futur à haut risque, alors que la crise écologique est déjà là.

Enfin la croissance immatérielle. Le développement des échanges électroniques nous propose une croissance sans limite à faible pression écologique. Pourtant, les services de transmission des connaissances n'ont rien d'immatériel. Certes leur EE est moindre que celle de l'agriculture ou de l'industrie. Or les pays les plus immatérialistes sont ceux où l'EE est la plus lourde. Les services immatériels exigent des déplacements, physiques, ou par tuyaux, énergie. Ainsi, le bilan carbone d'un campus est très lourd. Ajoutons-y la matérialité des espaces de service. Sans le savoir, la société immatérielle de services, qui s'appuie sur un productivisme insoutenable, est une société hypermatérielle.

Le futur est de nourrir l'humanité sans énergie fossile ou autres ressources. Le vent de la croissance verte ou immatérielle n'y conduit pas.

ÉPUISEMENT DES RESSOURCES NATURELLES



Le graphique représente l'épuisement des principaux minerais en Australie.

Certaines voix s'élèvent contre ce scénario alarmiste. De nouvelles découvertes sont faites, les techniques d'exploitation progressent. Dans cette bataille d'experts, il est bien difficile de se faire une idée précise de la situation. Mais nous pouvons tirer un certain nombre de conclusions de ces points de vues divergents :

Les ressources naturelles constituent un stock fini et donc pas inépuisable, nous sommes sans doute en train de vivre la fin de l'exploitation des gisements faciles pour de nombreuses matières premières critiques, les gisements futurs seront plus difficiles à exploiter (baisse de la concentration, augmentation de la profondeur d'extraction), ce qui ne sera pas sans conséquences sur l'environnement, il faut absolument réduire notre consommation des matériaux les plus critiques ; les pistes les plus prometteuses consistent à leur chercher des substituts, à développer l'éco-conception et à amplifier le recyclage.

L'AVIDITÉ CONSUMÉRISTE EST CONDITION DE LA CROISSANCE

- La domination du capitalisme passe par :
 - Un outil de production = l'assujettissement des individus : le travail salarié
 - Un débouché de consommation = Le consommer plus : publicité, crédit à la consommation des ménages
- Des dispositifs puissants et coûteux
 - Publicité et sponsoring
 - Marketing et innovation marginale permanente
 - Crédit à la consommation
 - Le splendide isolement des individus dans la société de marché
- Les limites sociales du « toujours plus »
- Et les plus pauvres?

La solution d'Eisenhower, dans les années cinquante, aux USA, était : « Acheter! ». Un devoir de citoyen pour combattre le chômage.

Le capitalisme a besoin, pour installer sa domination, de transformer en profondeur les comportements et les aspirations des individus.

- d'abord les assujettir par le travail salarié, travailler plus pour gagner plus et consommer plus. Cette offensive se poursuit en permanence.
- Ensuite produire le consommateur comme débouché de la production, c'est l'histoire du fordisme. Mais la consommation ne vient pas seule, sans
- La publicité et le sponsoring : en 2008, 600 milliards de dollars, soit 4 à 5 fois ce qu'auraient nécessité les pays en voie de développement pour régler leurs problèmes les plus urgents
- Le marketing et l'innovation marginale permanente, avec renouvellement accéléré des gadgets ne plus ultra, à laquelle on ajoute les marques (cf le No Logo de Naomi Klein), la mode, le crédit à la consommation, la « persuasion clandestine », l'information publique et privée, les médias économiques et d'affaires, les multiples mises en scène télévisées de la vie matérielle idéale.
- La science économique orthodoxe aussi. Tout pour nous convaincre que le superflu est le nécessaire. Cf « Foule sentimentale » d'Alain Souchon.
- L'individualisme est aussi moteur du consumérisme, en cultivant le narcissisme et en proposant les outils pour celui-ci (les réseaux sociaux).

Le toujours plus revient à faciliter l'accès à des biens positionnels, rurbains, lieux de tourisme réputés, d'où d'énormes gaspillages collectifs, où la foule s'épuise à vouloir se hisser.

Quant aux pauvres, ils ne sont pas délaissés : restauration rapide de mauvaise qualité organoleptique, officines de crédit de longue durée, mal logement, manque d'accès à la santé, c'est une situation de privation de droit à... En enlevant les dépenses incompressibles d'un ménage (logement, eau, énergie, charges), le reste à vivre, pour un ménage pauvre, est passé de 45 à 25% du revenu annuel moyen. La redistribution des revenus apparaît donc criante, mais aussi la maîtrise politique du foncier, le logement social et écologique, la gratuité d'accès à des services publics...



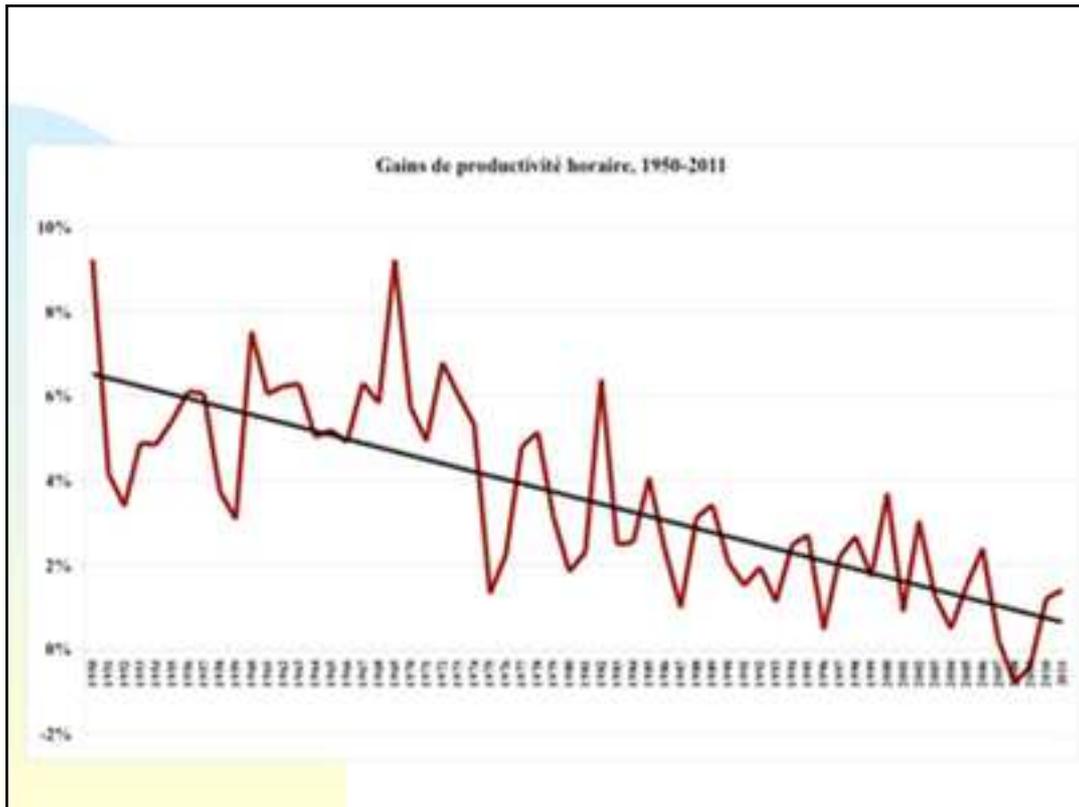
La société post-croissance est non seulement une nécessité, mais aussi elle correspond à une perspective désirable et crédible de développement humain et de progrès social. Et ce avec une profonde réorientation, ce qui ne veut pas dire retour en arrière. D'abord levons une objection. Une trajectoire réorientée vers la soutenabilité économique et sociale peut être défendue selon des critères d'orthodoxie économique, comme la valeur ajoutée et le plein emploi. Certes la réduction du temps de travail reste à l'ordre du jour. Mais nous aurons besoin encore de beaucoup de bras et de têtes pour réussir : nourrir l'humanité, se passer des énergies fossiles, investir dans un futur viable, fournir des services universels de bien-être.

CESSER LA COURSE À LA PRODUCTIVITÉ

- La croissance est le principal déterminant de l'emploi
- Le ralentissement des gains de productivité permet
- Un déclin historique
- Gains de productivité et productivisme
- De la productivité à l'évaluation, de l'expertise à la délibération
- Il faut réduire la productivité dans de nombreux services!

En période de récession, la montée du chômage résulte mécaniquement de la panne de croissance. La reprise de la croissance devrait donc être vive et intense, mais ce n'est pas si simple. L'enjeu est en fait sur le long terme : création de richesses économiques et d'emplois sans croissance quantitative. Et c'est possible si on en finit avec les gains de productivité. La productivité est le quotient des quantités produites par le volume de travail requis. Si la croissance est < aux gains de productivité, il y a diminution du volume de travail, et pour maintenir l'emploi il suffit de baisser la durée annuelle moyenne des personnes en emploi. Dans cette hypothèse, si l'on ajuste le TT sur les gains de productivité (2%/an), on obtiendra un TT de 6 h en 2100. Or, avec l'épuisement des ressources, l'application de politiques sur le climat, l'expansion des services de bien-être, nous assisterons à une chute des gains de productivité, donc de la croissance quantitative.

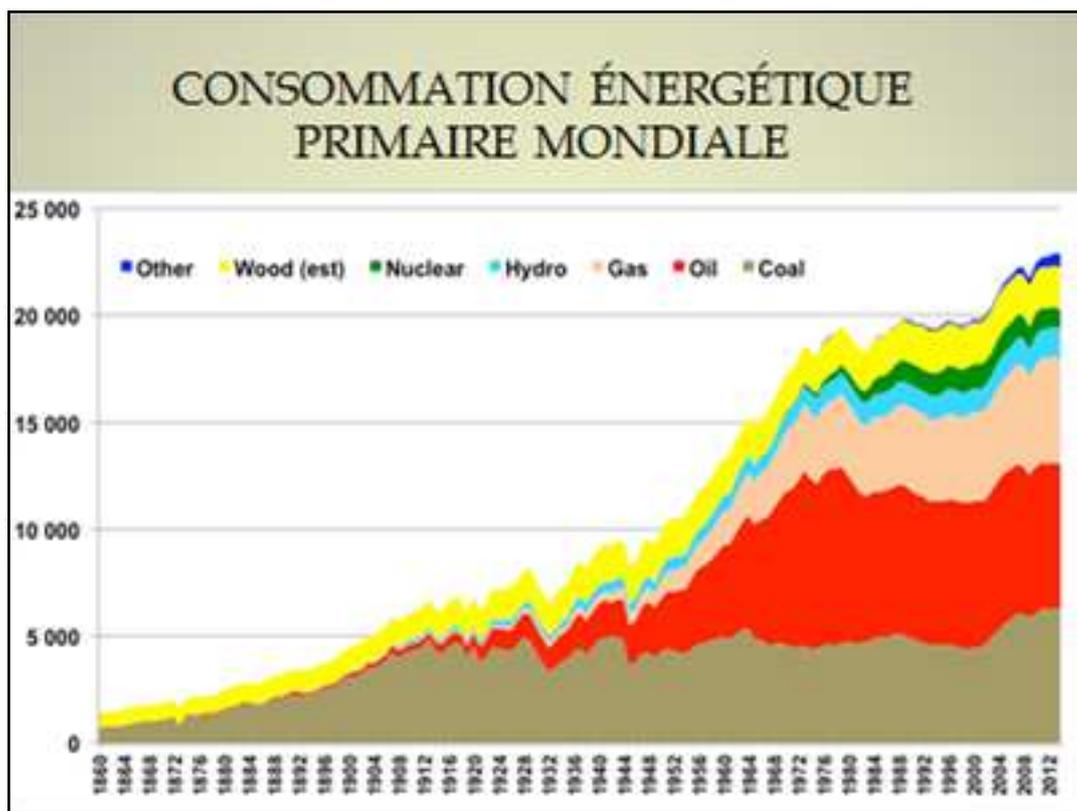
Il y aura encore des gains partiels de productivité, dont chacun pourra profiter, écologiquement et socialement défendables. Partout où on envisage de produire également avec moins de travail et une pression écologique acceptable : en agro-écologie, produire plus de produits par h ou par ha, qui rendra le bio plus accessible, tout en respectant les équilibres écologiques; dans les énergies renouvelables, pour la reconstruction et la réhabilitation de l'ancien, des transports collectifs moins polluants, le commerce de proximité, etc... Les gains seront négatifs dans les secteurs de l'agriculture productiviste, de l'industrie, de l'énergie, du bâtiment, du commerce, des transports. On produirait autre chose autrement, avec valeur ajoutée monétaire, mais gains de productivité dans le rouge!



Le déclin historique s'illustre par le graphique suivant. Sur une période longue (de 1950 à nos jours), la chute des gains de productivité est une réalité observable. Ces résultats sont semblables dans tous les pays riches. Ils vont sortir du schéma de gains de productivité comme source de croissance, cœur du modèle économique et vision du progrès.

Gains de productivité et productivisme : l'un a une connotation positive, l'autre négative comme pratique excessive. Mais cette distinction n'est pas évidente. On peut ainsi raisonner que les gains de productivité des trente glorieuses et des décennies qui ont suivi se sont basés sur l'intensification du travail et sur une exploitation déraisonnable des ressources naturelles, à commencer par les énergies fossiles et le climat, voire les terres arables, l'accès à l'eau, la biodiversité.

Ok pour produire plus avec autant de travail, mais pour cela, il faut plus de matériaux, d'eau, d'énergie. Les batailles historiques pour toutes les formes d'énergie ont mis la nature en coupe réglée. Sans ces batailles, l'automobile, l'avion, les villes tentaculaires, les grandes surfaces, n'auraient pas eu cet essor explosif.



La consommation d'énergie primaire par personne dans le monde hors biomasse a été multipliée par 7 en un siècle, avec une phase exponentielle pendant les Trente Glorieuses. Cette période a signé l'entrée dans l'hubris, dans la démesure de l'exploitation de la nature. C'est évidemment le grand problème de l'Humanité, un système capitaliste expansionniste qui a découvert les énergies à bas prix, amenant à un « progrès » matériel, qui peut la conduire à sa perte. Cette dépendance aux énergies fossiles pour la production, la consommation, l'alimentation, les déplacements, les structures urbaines et commerciales, est telle qu'elle envahit tout le système économique, au point que les courbes du prix du pétrole sont parallèles aux courbes du chômage et de l'inflation. En tous cas aux USA où la dépendance fossile est très forte. Que propose-t-on? L'opposé à la course antérieure à la croissance : économiser la ressource, réduire les transports polluants, préférer les villes moyennement denses, mener la bataille de la décarbonation. Or les seuils ont été franchis. Ainsi, les gains de productivité du capitalisme se sont réalisés sur une destruction de la qualité, dont celle du travail, au profit de la quantité.

CESSER LA COURSE À LA PRODUCTIVITÉ

- La croissance est-elle le principal déterminant de l'emploi?
- Il y aura encore des gains de productivité parties
- Un déclin historique
- Gains de productivité et productivisme
- *La productivité: évolution des aspects à privilégier*
- *Chercher une productivité sans le nombre heures*

Revenons aux deux derniers paragraphes. D'abord l'évaluation et l'expertise. C'est bien beau de dire d'en finir avec les gains de productivité. Il faut aussi dire que ce n'est pas l'abandon de l'idée de progrès de l'efficacité productive. Car une autre efficacité est possible. Elle allie :

- Le souci du travail bien fait, vision d'avenir de la productivité;
- L'efficacité énergétique et matérielle;
- La réponse adaptée et juste aux besoins de la société.

Et l'on sort ainsi de l'expertise des ingénieurs en organisation et des économistes. Mais il nous faut aller plus loin. L'évaluation plurielle de la production et de son efficacité dans la réponse aux objectifs de soutenabilité doit devenir l'objet majeur de délibérations citoyennes. Elle doit s'appuyer sur de nouveaux indicateurs de richesse et d'efficacité, eux aussi électionnés dans le cadre d'une démocratie exigeante, du local au global.

Réduisons les gains de productivité. Dans quels secteurs de l'économie?

- l'agriculture et l'industrie, nous l'avons vu, qui représente 16% de l'emploi
- Les services de bien-être personnalisés: petite enfance, personnes âgées, handicapées, action sociale, éducation, santé, recherche, justice, ...

Dans ces secteurs, une réelle croissance est nécessaire avec des gains de productivité négatifs; car les gains, dans ces secteurs, c'est une diminution du taux d'encadrement, de qualifications, en fait une dégradation des qualités et des conditions de travail. Et comme par hasard, ces professions sont ultra-féminisées... Et ce qui donne du sens au travail dans ces secteurs, c'est le professionnalisme, la reconnaissance sociale, ce qui passe par l'exigence de « prendre le temps de bien faire », de bien s'occuper : en somme, un crime de lèse-productivité!

LA RICHESSE ÉCONOMIQUE ET LES EMPLOIS DE LA DURABILITÉ

- La société post-croissance n'est pas un retour en arrière
- L'exemple de l'agriculture
 - L'environnement absent
 - Les « externalités sociales »
 - Créer des emplois sans croissance?
 - Comment nourrir l'Humanité?
 - OGM
 - Bio?
 - Plus cher de combien?
 - Combien d'emplois en plus?

La société post-croissance n'est pas retour en arrière. On substitue à la logique du « toujours plus » celle du « toujours plus de qualité et de sobriété matérielle dans la durabilité ». Cela n'exigera pas moins de travail ou de valeur ajoutée.

Sans croissance signifie sans croissance des quantités, mais autorise une croissance de la qualité, moyennant innovations écologiques et sociales. Tout ce qui détruit les ressources naturelles, l'eau, la biodiversité, le climat, n'est pas compté actuellement. Et les économistes orthodoxes n'imaginent même pas des processus sans gain de productivité, mais avec gain de qualité et de durabilité. Une société avec développement économique, riche en emplois, et sans croissance, est possible : la plupart des productions propres, douces avec la nature et en conditions de travail, exigent plus de volume de travail que les productions polluantes, mais aussi plus de qualité. Prenons l'agriculture. On a multiplié par 80 les gains de productivité entre l'an 1750 et nos jours. Remarquable contribution à la croissance?

Ceci repose sur l'hypothèse de base : le blé moderne est la même chose que l'ancienne. En apparence, et même peut-être en mieux pour les céréales. Seulement voilà : le blé moderne nécessite de considérables dommages à l'environnement, les externalités négatives : intrants chimiques, pesticides, et leurs conséquences en termes de santé, d'épuisement des nappes, sur les écosystèmes. Le tout à base de pétrole, mécanisation et chimie.

Il est aussi des « externalités sociales », dommages sociaux. Les agriculteurs sont soumis à la double dictature des marchés mondiaux et des politiques agricoles libérales. Et quels sens cela a-t-il de ne pas récolter car cela se ferait à perte, pour mieux dépendre de subventions? Le taux de suicides dans l'agriculture est des plus élevés. Les inscriptions au RSA sont légion dans le secteur laitier. Toutes ces externalités sont ignorées par le PIB. Mais comment en tenir compte? L'agriculture bio demande 30 à 40% de travail en plus pour produire un même panier.

Créer un système durable est un retournement historique : augmentation des emplois dans l'agriculture! Et dans des prix durables forcément plus élevés. Les gains de productivité deviendront négatifs, une croissance zéro des quantités, mais l'emploi progresserait, ainsi que la qualité et la durabilité, dans des innovations, en veillant au pouvoir d'achat des plus démunis (voir troisième partie).

Cette agriculture durable peut-elle nourrir une humanité dont la population croît? Oui, dit la FAO, particulièrement dans les pays pauvres, en améliorant les rendements. Ainsi, les OGM sont contestées par le Pnud, l'OMS, et l'Unesco. Voir le film « Les Moissons du Futur » de M2R, et le rôle d'Olivier de Schütter, mandaté par l'OMS.

Et le prix du bio? Plus cher de combien? En France, le potentiel d'emplois dans l'agriculture bio serait de 300 à 400000. Mais les écarts de prix seront plus faibles, avec peu ou pas d'intrants chimiques ou de pesticides; le bio « proche » sera moins cher que le « bio » lointain. L'expansion du bio développera des circuits de

production et de consommation. Les paniers des Amap sont-ils vraiment plus chers? Sans compter les subventions faites à l'agro-industrie, les coûts des décontaminations des eaux polluées aux nitrates...

UN MODÈLE GÉNÉRALISABLE

- Le modèle de l'agriculture est généralisable
- Le commerce de détail
- La production d'énergie
- Les services du développement humain durable
- Les secteurs en difficulté
- Retour au Moyen-Âge ou autre modernité?
- Modernité douce et économie du bien-vivre

On peut étendre le modèle agricole : l'énergie, les bâtiments à énergie positive, le commerce de proximité moderne, le recyclage, la réparation, la location, l'isolation du bâti, les services de proximité dédiés au bien-être individuel ou collectif. Créer de la valeur ajoutée sans croissance des quantités. Il ne s'agit plus de l'amélioration des biens au sens de qualité, fiabilité, sécurité ; il s'agit aussi d'améliorer leur processus de production pour les rendre plus économes en énergie, matières et autres services de la nature.

Le commerce de détail : la croissance est celle des quantités vendues, les gains sont les quantités vendues/h de travail. Le hard discount est le plus productif, le « progrès » est représenté par le remplacement des commerces de proximité par les grandes surfaces. Une politique qui favorise les petits commerces modernes de proximité dans les quartiers péri-urbains offrira beaucoup plus d'emplois pour vendre une même quantité. La dimension humaine progressera, les impacts écologiques seront réduits. Alain Li pietz cite sur son blog : les km de transport en commun avec comme objectif -30% de GES, représente 4,5 millions d'emplois en moins dans l'industrie automobile, mais 8 millions en plus dans les transports en commun.

La production d'énergie : réduction de la productivité dans un premier temps avec les EnR (cependant les données font défaut). Le kWh propre étant plus onéreux, il faudra des mesures en faveur des ménages modestes. Puis l'écart de prix se réduira, une autre contrepartie se trouvera dans la création d'emplois et une relocalisation de la production d'énergie. Inspirons-nous de Négawatt. Exigeons des normes HQE et HQS.

Les services du développement humain durable : amélioration quantitative et qualitative dans l'éducation, la santé, la justice, la petite enfance, les personnes âgées, les handicapés, les services sociaux. La logique aujourd'hui est la réduction des coûts qui nuit à l'emploi. Or le besoin est la croissance quantitative, pour les rendre universels et permettre l'exercice de droits fondamentaux comme celui de vieillir dignement. Dans la santé, l'éducation, il y a de fortes inégalités à résorber et des formes d'inefficacité sociale et économique à améliorer. Dans une société soutenable, il faudra plus de médecine préventive, pas forcément plus de soins.

Les secteurs en difficulté : conversions possibles de l'énergie fossile avec accompagnement de formations, pour éviter des drames sociaux (transports routiers et aériens, tourisme au loin, armement).

Retour au Moyen-Âge? Il ne s'agit pas d'un retour à la bougie. Il s'agit, comme enjeu, de susciter une production efficace et douce pour les habitants. L'agro-écologie à haut rendement est un exemple, comme la permaculture.

Les « économies douces » seront des économies du prendre-soin et du vivre-ensemble. On peut distinguer 4 axes :

- Prendre soin des personnes (santé, éducation, culture, bien-être, conditions de travail) en favorisant l'autonomie
- Renforcer le lien social et l'accès à des droits universels liés aux biens communs
- Prendre soin des objets dans leur durée et leur conception

- Prendre soin de la nature dans toutes les activités humaines

PROSPECTIVE DE L'EMPLOI PAR SECTEURS (I)		
Secteurs	Enjeux	Tendance de l'emploi d'ici 2050
Agriculture, Sylviculture, Pêche	Développement du bio, biomasse durable, pêche durable	Hausse globale dans l'agrosylviculture avec certaines filères en baisse. Baisse pour la pêche
Industrie manufacturière	Forte réduction des volumes des matières et d'émissions; prime aux FIVE de proximité; croissance dans l'innovation de durabilité; relocalisation	Réduction de l'emploi teintée par une limitation des gains de productivité et par la montée de la durabilité. Reconversions partielles.
Énergie	Passage aux ENR, fortification sociale, sécurité et efficacité énergétiques	Hausse ainsi que dans les secteurs qui concourent aux économies d'énergie
Bâtiment	Urbanisme durable, réhabilitation, « villes lentes »	Hausse (réhabilitation d'abord)
Transports	Décroissance des transports à GES, réflexions sur vitesse et inducteurs de transport	Baisse, sauf transports collectifs. Faible progression de la mobilité.
Commerce	Priser commerce de proximité avec producteurs de proximité	Probable hausse, distribution moins concentrée
Réparation, recyclage, ...	Activité phare, reconversions industrielles	Forte hausse
Location équipements et véhicules	Partage de l'usage	Hausse
Artisanat	Important : réparation, entretien, recyclage, ...	Hausse

Les deux tableaux qui suivent prolongent les réflexions précédentes. Il s'agit d'hypothèses de travail. Ces hypothèses n'autorisent pas de bilan global, mais il y a autant de progression que de régression de l'emploi. Ils montrent une approche schématique de la société post-croissance.

PROSPECTIVE DE L'EMPLOI PAR SECTEURS (II)

Secteurs	Enjeux	Tendance de l'emploi d'ici 2050
Postes	Réduction des émissions et des flux, prime aux courriers électroniques	Réduction nette, déjà entamée, mais sur une base productiviste
Télécom, informatique	Empreinte écologique des terminaux et des réseaux	Hausse lente dans les pays riches, progression ailleurs
Banques, assurance, immobilier	Formes de contrôle public, établissements de proximité, monnaies locales	Réduction dans un secteur au pouvoir excessif
Services aux entreprises	Services opérationnels : enjeux écologiques et sociaux (nettoyage, sécurité). Services intellectuels : conseils en durabilité	Hausse pour les services de proximité, baisse pour publicité, marketing, conseils financiers.
Hôtellerie, restauration, tourisme	Concerné par la crise des transports, se oriente pour la proximité	Baisse pour le tourisme (ou l'on il), hausse ailleurs
Services à l'enfance et aux personnes âgées	Passer à des solutions universelles et écologiques, réflexions sur avantages et inconvénients des solutions au domicile ou en institution	Nette hausse mobilisant des financements publics ou mixtes
Administrations locales	Cruciales. Retour de services sous-traités au privé	Hausse
Administrations nationales	Agences de proximité, décentralisation, normes sociales et écologiques, Santé et éducation : débat sur les excès de la course aux diplômes et de la mondialisation. Exigences d'égalité et droits universels, idem pour la justice	Évolution du partage national/local, progression de la part du public. Régression de la part de l'éducation dans le PIB (déjà constatée).

LA DÉCROISSANCE?

- La croissance du nombre des objecteurs de croissance
- La décroissance

Trois raisons président à la croissance des objecteurs de croissance :

- Il n'y a plus de relation entre PIB et variables sociales et humaines
- Convictions éthiques personnelles diverses sur l'importance de l'être et de l'avoir (cf. André Gorz)
- L'ampleur de la crise écologique, principale raison. Pour autant, cela implique-t-il une croissance négative? D'après Latouche et Gadrey, la réponse est non. Car déjà, la démesure d'une société productiviste conduit à des drames sociaux. Si la société ne peut assouvir son addiction à la croissance, elle souffre.

Définition de mots croisés du Monde en 2010 : seule réponse possible au développement durable en douze lettres. Le vocable de décroissance fait l'objet d'une interprétation équivoque. Il vaut mieux parler d'a-croissance, de post-croissance. Illich parlait de désaccoutumance à la croissance. Dans la décroissance, il y a une stratégie de croissance négative, ne serait-ce que dans la consommation (moins, c'est mieux, disait Gorz). Il faut donc être clair. Convaincre qu'on peut réduire le chômage et préserver la protection sociale sans croissance. Et pas seulement agir sur la réduction du temps de travail ou des inégalités. Or, on l'a vu, les nouveaux Gisements d'emploi de la durabilité, de la proximité, des activités de soins aux personnes, au biens, à la nature, pourraient compenser les pertes d'emplois dans les secteurs polluants. Y compris avec une réduction du TT. Car le temps libéré a une valeur émancipatrice. Mieux vaut donc parler de projet de société soutenable de sobriété et de plein emploi, débarrassée de l'obligation de croissance, impliquant une forte réduction des inégalités, plutôt que de décroissance. Mais alors quels effets sur nos vies?



Si les films d'alerte, les films catastrophes sur notre avenir commun ont leur utilité, il vaut mieux montrer maintenant qu'il existe des solutions. C'est le sens du propos de films comme « Sacrée Croissance », ou « De main ». Faire entendre les paysans, les philosophes, les économistes, les membres de la société civile, qui montrent que l'on s'est embourbé, et qui nous montrent aussi les exemples à suivre. C'est ce que nous allons aborder maintenant. Car la société post-croissance est déjà là.

POUR SAUVER LA PLANÈTE, L'ÉGALITÉ DES DROITS AU « BIEN-VIVRE »

- Débat entre avocats du social et écologistes sur les priorités
- Pourquoi l'égalité d'abord
- Des politiques environnementales parfois « anti-sociales »

Le débat est parfois vif entre avocats du social et écologistes. Chacun voit midi à sa porte. Je redonne à Diamond, par exemple, dans « Effondrement », où l'auteur analyse l'effondrement des empires passés, il prône la thèse d'un effondrement causé par la surexploitation de leur environnement naturel. Pourtant il y a de bonnes raisons de penser que la crise écologique ne se résoudra pas si l'on sacrifie l'équité, si l'on ne prend pas en compte les inégalités du droit à bien-vivre.

Pourquoi l'égalité d'abord? En premier lieu, il faut une acceptabilité des réorientations nécessaires : développement quantitatif et/ou qualitatif de certaines productions ou consommations, limitations pour d'autres. Qui en sera affecté? Prenons exemple de la hausse des prix du brut en 2008. Qui a été frappé en premier? Les professions dépendants du pétrole certes, mais aussi les ménages modestes, car il s'agit de dépenses contraintes (20% contre 15% pour les ménages plus aisés). On peut multiplier les exemples chiffrés sur les carburants, l'électricité, etc...

Les politiques environnementales sont-elles antisociales? Tout le monde a-t-il les moyens de se payer des produits verts? On pourrait envisager des écotaxes de réduction des inégalités, en redistribuant leurs recettes vers les bas et moyens revenus. Faute d'inégalités réduites, les mécontentements de 2008 pourraient bien s'amplifier lorsque d'autres crises viendront. Les droits à bien vivre doivent être au cœur des projets soutenable. Comme autres arguments :

- Réduction de la population mondiale, qui passe par l'éradication de la pauvreté et l'éducation des femmes, leur santé et leur accessibilité au pouvoir.
- Surconsommation matérielle : les excès s'expliquent aussi par des comportements d'imitation.
- Le combat en faveur des droits universels : accès aux services les plus vitaux (atmosphère, eau, biodiversité, environnement de qualité). Les avocats du social doivent s'en saisir.

LES « PLUS » D'UNE SOCIÉTÉ DU BIEN-VIVRE

- « Prospérité sans croissance » du Britannique Tim Jackson
- Vivre bien sans croissance quantitative
- Le « mieux » exige plus dans de nombreux domaines
- Deux innovations entre mille : les Amap et les Cigales du NPDC

Tim Jackson, commissaire au développement durable au RU, publie en 03/2009 son rapport, dans lequel il manque deux aspects : l'avenir de l'emploi et du système productif, et les perspectives concrètes d'amélioration du bien-être.

On peut vivre bien sans croissance matérielle. Pour cela, le mieux durable combine à la fois du plus dans l'appréciable et du moins dans le nuisible. Une attitude sacrificielle serait peu enthousiasmante mais surviendrait si on tarde trop la réorientation.

Voici une liste non exhaustive des plus d'une société post-croissance:

- Plus de biens et de services publics associés aux droits universels, gratuité ou tarification progressive, pour l'eau et les transports collectifs propres, denses, et pratiques
- Plus de services du prendre soin (enfance, sénescence, handicap)
- Plus de logements sociaux (qualité, énergie positive, isolation)
- Plus de biens plus longtemps, recyclables, réparables, réhabilitables ou renouvelables
- Plus d'alimentation saine issue de processus propres et de proximité
- Plus de commerces et loisirs de proximité selon des modalités plus coopératives
- Plus de gens en bonne santé ayant eu une éducation sur les capacités de choix de vie
- Plus de temps libre pour plus de convivialité
- Plus d'air pur et d'eau saine
- Plus d'espaces naturels reconquis, plus de biodiversité
- Plus de sens du travail vers une utilité écologique et sociale
- Plus d'égalités des revenus et des patrimoines, entre hommes et femmes, entre pays
- Plus de solidarité, de coopération, et de lien social, plus d'ESS
- Plus de sécurité sociale et professionnelle
- Plus de démocratie sous diverses formes, plus de participation citoyenne aux délibérations politiques et aux orientations économiques.

Aujourd'hui, 2000 Amap nourrissent 200000 consommateurs, dont 18/500 familles dans le NPDC. Les Cigales (clubs pour l'épargne solidaire) rassemblent des citoyens –investisseurs et font des dons pour des entrepreneurs dont les buts sont respectueux de l'homme dans son environnement. Pour donner du sens à leur épargne, pour favoriser le développement local et solidaire.

PAUVRETÉ, BIEN-VIVRE, ET CROISSANCE

- Besoin de croissance pour résoudre la pauvreté du monde
- La croissance ne réduit pas les inégalités et la pauvreté au Nord
- Si on prenait un peu aux riches, ça ferait combien pour les pauvres?
- Les pays pauvres et la croissance
- La croissance contre la pauvreté mondiale
- Le culte de la croissance n'est pas universel

La croissance résoudrait-elle le problème de la pauvreté dans le monde, mais aussi chez nous? Or des solutions alternatives crédibles existent et sont préférables à long terme.

Balayons devant notre porte : l'impératif de croissance ne lutte pas contre la pauvreté dans les pays riches. Cela se serait vu dans les chiffres et les statistiques. Ces dernières montrent plutôt l'inverse depuis les Trente Glorieuses.

Alors décidons l'arbitraire. On ponctionne 10% des revenus des 10% les plus riches. On le fait de manière progressive, ces données sont une moyenne. On utilise cette manne pour en faire profiter progressivement les 20% les plus pauvres. On éradique ainsi la pauvreté, sans toucher aux revenus de 90% de la population. Et pas besoin de croissance pour cela. En gros, cela ferait 20 milliards d'€. Et la perte fiscale liée aux cadeaux fiscaux est de 30 milliards, dont les deux tiers bénéficient aux 10% les plus riches. Faites le compte... Mais la pauvreté n'est pas que financière, elle est multidimensionnelle, et la faiblesse du pouvoir d'achat ne mesure pas la faiblesse du pouvoir de bien-vivre.

Pour les pays pauvres, voici quelques idées :

- Besoin de développement humain avec croissance de biens et services insuffisants : la croissance du PIB est corrélée au bien-être, santé et éducation jusqu'au seuil de la moitié du PIB en France
- Surtout ne pas suivre le modèle productiviste et pollueur des pays riches
- Les solutions passent par la coopération internationale; C'est l'objet du fonds vert de la COP21. Est-elle suffisante si on la compare aux subventions pour les énergies fossiles?

Il reste des questions plus globales encore; La croissance est-elle nécessaire pour assurer un bien-vivre à 9 milliards d'Humains? Si on divise le PIB mondial par le nombre de Terriens, on obtient le double du RMI en France en PPA. L'Humanité est encore pauvre. Mais l'essentiel n'est pas là. On ne pourra pas tous vivre à l'occidentale. Et dans un monde à 3 milliards de petits paysans, leur production échappe au PIB : auto-production, travail des femmes, multiples solidarités. C'est là la vraie richesse, le patrimoine des terres cultivables.

Et le culte de la croissance n'est pas universel. Le mot d'ordre des peuples amazoniens est le Bem Vivir. Le modèle occidental inégalitaire n'est pas désirable. Regardez l'Équateur et son pétrole, où différents pays n'ont pas hésité à verser de l'argent pour qu'il reste inexploité (programme Yasuni).

RETRAITES ET SOCIÉTÉ SOUTENABLE

- La garantie d'une bonne protection sociale comme critère d'acceptabilité d'une société sans croissance
- Les scénarii de la Retraite supposent toujours une croissance infinie.
- Les retraités du futur auront besoin de partage des richesses et de réduction des inégalités.

Les divers scénarios de financement des retraites d'ici 2050 supposent presque tous une croissance infinie. Si le gâteau grossit, on peut distribuer une plus grande part aux retraités sans rien retirer à personne. Mais les générations futures auront aussi besoin de moindres changements climatiques, d'un environnement défendu, et ceci est un paradoxe par rapport à la phraséologie précédente.

Les retraités du futur ont besoin de partage des richesses et de réduction des inégalités, pas d'une croissance qui leur permettra leur fin d'existence. Il faut lutter contre la réduction déjà programmée du pouvoir d'achat des retraités, développer pour eux les services hors logique marchande, comme le sport, les transports, la culture, les liens sociaux, la participation citoyenne, pour fonder le « bien-vivre ». Encore une fois, le pouvoir d'achat n'est pas le pouvoir du « bien-vivre ». Voici 7 pistes pour réfléchir autrement :

- Privilégier les ingrédients du bien-vivre : autogestion, solidarité, citoyenneté, et écologie selon l'association Babayagas
- Fixer un revenu maximum pour tous les citoyens, actifs ou retraités, défini comme multiple d'un revenu minimum décent, pour en finir avec la pauvreté monétaire.
- Réfléchir de concert pensions et services collectifs gratuits ou fortement subventionnés. Ceci serait très bénéfique pour les sujets âgés à revenus modestes.
- Produire d'autres valeurs économiques, sans croissance quantitative, en réduisant le futile au profit de l'utile, en combinant partage du TT, montée en durabilité, et réduction des inégalités. Ceci permettrait un retour vers le plein emploi qui pourrait alors plus durablement financer les retraites.
- Une retraite à 60 ans, avec l'argument écologique : partage du TT, relativisation de l'empreinte écologique en stimulant les bénévoles d'utilité sociale et écologique.
- Dresser un bilan des milliards d'euros en prenant l'argent dans les excès de profits. Nous y reviendrons.
- Intégrer l'égalité de traitement des hommes et des femmes : c'est une énorme source de richesses, avec à la clé des emplois socialement utiles. Ce que propose Christiane Marty (25 avril 2010).



Depuis 2008, interagissent plusieurs crises interdépendantes :

- Financière, se prolongeant en crise économique vers la récession, et ses effets sur l'emploi
- Sociale, avec l'explosion des inégalités, qui a joué un rôle fondamental dans la crise des subprimes
- Écologique, comme facteur aggravant

Explicitons cette dernière : la période 2003-2008 a été marquée par l'envolée des cours du pétrole et de nombreuses matières premières en 2006. D'où de graves pénuries alimentaires dans le monde. Avec la diminution des terres arables, la difficulté d'accès à l'eau, la rareté de la ressource énergétique (dûment spéculée en 2007), l'érosion des sols, la sécheresse et le changement climatique, la montée des agro-carburants, tout est bien de dimension écologique. Les ménages pauvres s'endettent, la crise des subprimes arrive. La faim dans le monde croît. Il s'agit de la première crise socio-écologique du capitalisme financier et boursier. Ce ne sera pas la dernière, car la probabilité est forte que les facteurs écologiques soient de plus en plus pregnants. Au moindre cri de reprise économique, les tensions reprennent sur les marchés de l'énergie. La croissance étouffe la croissance.

Dit autrement, si les réorientations ne sont pas prises, la crise actuelle deviendra pérenne avec des périodes récessives. Une simple inflexion vers l'écologie sera insuffisante, une vraie bifurcation s'impose vers une société soutenable. Le capitalisme actuel peut-il insuffler cette réorientation? Confortons donc plutôt les alternatives qui existent déjà.

PEUT-ON S'EN SORTIR DANS LE CADRE D'UN CAPITALISME RÉFORMÉ?

- Les neuf caractéristiques structurelles du capitalisme qui permettent de douter d'une réponse positive à cette question
- Où seraient les profits du capitalisme si on lui retirait ...

Les 9 caractéristiques structurelles du capitalisme qui permettent de douter d'une réponse positive à cette question

1. Le capitalisme repose sur la destruction et la privatisation de biens naturels communs
2. Les dirigeants libéraux ont offert au capital la possibilité de spéculer à peu près sur tout
3. Le capitalisme ne cesse de s'en prendre aux biens communs sociaux
4. Le capitalisme s'est développé sur le terreau d'inégalités sociales mondiales
5. Le capitalisme suscite le désir de possession
6. Le capitalisme résiste à toute forme de planification
7. Le capitalisme fait fonctionner la concurrence et non la coopération
8. Le capitalisme a vécu sur un siècle d'énergies à bas prix
9. Le capitalisme est un frein puissant à la diffusion mondiale d'innovations de la durabilité

Où seraient les profits du capitalisme si on lui retirait :

- La croissance quantitative et la stimulation artificielle des pulsions d'achat
- Le crédit à l'économie et la spéculation financière et boursière
- Le dumping social et la domination néo-coloniale sur le Sud
- La disparité des revenus
- La très grande propriété foncière, la gestion de l'eau, de l'énergie
- La gestion d'autres services publics et des services d'intérêt général (protection sociale, éducation, santé, transports collectifs, ...)
- Les droits de propriété intellectuelle
- La mise en concurrence inéquitable des territoires et des ressources, et le commerce inégal

Un capitalisme ainsi encadré n'a jamais existé. Ceux qui sont pour ce capitalisme régulé, en pensant qu'il fera l'affaire, doivent répondre à ces questions. Voyons maintenant le problème des alternatives et des solutions.

QUELS ACTEURS POUR QUELLES ALTERNATIVES?

- Trois séries de questions
- La société civile, principale force motrice
- Les services publics, autre pilier, dans certaines conditions
- Acteurs de la gratuité, des monnaies complémentaires, etc...
- Alliés politiques et institutionnels

Trois séries de questions :

- Où trouve-t-on les collectifs militants (faim, bien-vivre, précarité, dette du tiers-monde, taxes sur les transactions financières, réduction de l'EE, folie des agro-carburants, dictature du PIB)?
 - Existe-t-il aujourd'hui des expériences alternatives de petite ou grande ampleur, et qui marchent?
 - Où trouve-t-on, dans les politiques nationales/internationales, la proximité, les idées, les alliances?
- Refusons l'idéologie de la fin de l'histoire, car ces alliés existent.

La société civile. Si le capitalisme a progressé, les mouvements contestataires aussi, voyez les évolutions politiques en AmSud, et le rôle des réseaux de citoyens. Nous y trouvons les acteurs de la société civile mondiale (ONG, collectifs, forums, associations, mouvements de citoyens dont syndicats). Tous ont gagné en influence. Les principales avancées environnementales, sociales, et démocratiques, viennent de la pression de la société civile sur les pouvoirs publics et économiques. Exemple de l'AMI, de la campagne contre les agro-carburants, du Non aux paradis fiscaux. Il faut faire des progrès dans la coordination de ces mouvements. D'autant que ces actions sont populaires dans les sondages, bien plus que les partis politiques traditionnels.

Les services publics peuvent être un pilier. Les grands principes en sont l'intérêt général et la définition de besoins collectifs. Ce qui ne fait pas bon ménage avec le croissancisme. Et il faut les défendre, d'un point de vue écologique, pour l'égalité d'accès, dans divers secteurs, et même les étendre, dans le monde associatif ou de l'ESS. Voyez cette phrase de l'Insee : « Les services publics de santé, éducation et logement contribuent deux fois plus que les transferts monétaires à la réduction des inégalités de niveau de vie ». Faisons l'éloge de la gratuité.

Les militants de la gratuité sont les bénévoles associatifs. Des innovations institutionnelles pourraient multiplier le nombre de ces bénévoles actifs, comme le contrat de travail mixte qui consacrerait 20% par exemple à du bénévolat. Surtout cela concerne le logiciel libre, le partage des savoirs, les réseaux d'entraide. Une société post-croissance a besoin de ces services de proximité, gratuits et réciproques. Ce pourrait être le cas de la distribution d'eau ou d'électricité pour encourager la sobriété, jusqu'à un seuil. Cela concerne aussi les monnaies locales, déconnectées des monnaies centrales, comme leviers de relocalisation et de lien social perdu.

Enfin les alliés institutionnels. La remise en cause de notre développement reste plus de l'ordre du discours que des actes. Les crises provoquent les inflexions de pensée. A l'échelle internationale, la Banque Mondiale, l'OMC, le G20, ou le FMI n'écoutent guère ce que disent l'OIT ou le Pnue. Les idées que nous avançons, celles des organisations onusiennes, sont reprises par les pays en développement, sous l'égide du

Pnud. A l'échelon national, le CESE et les relais régionaux peuvent être utiles. Et la convergence du local à l'international est possible, à condition que les citoyens s'en mêlent.

ET L'ESS COMME ACTEUR?

- L'ESS, pilier à conforter
- Les limites actuelles de l'ESS

L'ESS. Les valeurs en sont plutôt bonnes : gestion interne, lucrativité réduite, excédents en réserve impartageable. Les objectifs aussi : privilégier l'utilité sociale, exiger une participation active des membres, bénévolat, développement de proximité pour les territoires, potentiel d'innovation. Les domaines d'intervention sont très larges : consommation responsable, commerce équitable, produits bio, agriculture paysanne, services aux personnes âgées ou de la petite enfance, monnaies complémentaires, circuits courts, écoconstruction, coopérative d'habitants, d'activités, d'emplois, recycleries, ressourceries, covoiturage, logiciels libres, lieux culturels : 7 à 13% des établissements, 10% de l'emploi, en progrès depuis 2000.

Mais il y a des limites. L'environnement de l'ESS est hostile, comme avec les services publics. Les DCE et les circulaires visent à en réduire l'impact sur l'économie, leurs financements publics se tarissent. La logique de mise en concurrence ne valorise pas leurs apports sociétaux. Une autre influence néfaste est celle de la contagion des entreprises capitalistes et de leurs marchés. Les dérives sont apparues dans de grandes mutuelles ou des banques coopératives. Enfin les valeurs démocratiques sont parfois mises à mal par leurs dirigeants, qui recherchent des bénéfices monétaires. Enfin la forte dépendance vis-à-vis des pouvoirs publics ne favorise pas leurs missions d'intérêt général, car elles ont considérées comme sous-traitants ordinaires. Les salariés ont souvent des emplois atypiques.

Un dernier bémol : la faible capacité de mobilisation collective. Cependant l'ESS doit être un pivot de la bifurcation, si elle parvient à en revivifier ses valeurs, comme par exemple une alternative anticrise...

DANS L'IMMÉDIAT : LES RESSOURCES EXISTENT

- Prendre l'argent où il se trouve
 - Les cadeaux fiscaux
 - Les niches fiscales
 - Les pertes de ressources de la SS
 - La fraude et l'évasion fiscales
 - Les dépenses militaires (en France)
- Il n'y a pas que la redistribution
 - Le partage de la valeur ajoutée des entreprises
 - La taxe sur les transactions financières

A court terme, il est nécessaire de trouver d'importantes ressources financières. La grande bifurcation commence là. Cherchons dans les arcanes de la ploutocratie les dizaines de milliards nécessaires. Le mensuel « Alternatives économiques » s'y était essayé en 2010 :

- 82 milliards de cadeaux fiscaux entre 2000 et 2010 (dans l'intervalle, les recettes de l'Etat sont passées de 18,3% à 14,1% du PIB), mal compensés par la montée des impôts locaux (de 4,6 à 5% du PIB).
- 509 niches fiscales en 2009, sport national : 73 milliards d'euros par an selon Wikipédia. Mais ce ne serait qu'une petite partie, il existerait des niches cachées, pour un montant total de 7% du PIB en 2008, soit 146 milliards d'euros.
- Les pertes de ressource de la SS liées aux abattements au nom de l'emploi : 33 milliards en 2008. On pourrait en récupérer la moitié, tout en préservant 400000 emplois. Soit 16 milliards.
- Fraude fiscale estimée à 30 milliards par an, évasion fiscale entre 30 et 40 milliards.
- Dépenses militaires (France troisième au Monde) : 50 milliards, c'est 50% de plus que l'Allemagne.

De ce qui précède, on trouve donc facilement 4 points de croissance, soit 80 milliards annuels. Et ce sans s'en prendre aux catégories populaires ou moyennes. Argument inouï de Christine Lagarde sur le Boudier Fiscal... L'acceptabilité de ces mesures dépend de la clarté des engagements. On pourra y rajouter une taxe Tobin ou une taxe écologique progressive et juste.

Il n'y a pas que la redistribution. Menons aussi le combat contre la profitation : le partage de la valeur ajoutée des entreprises a évolué en défaveur des salaires et en faveur des profits. Selon Frédéric Lordon, on peut récupérer 80 à 100 milliards, soit 4 à 5 points de PIB. Ces trésors cachés, il faut en parler au citoyen, c'est ce que nous faisons ce soir. Et parler aussi des meilleurs usages à en faire.

CONCLUSION : SCÉNARIOS REDOUTABLES ET SCÉNARIOS DÉSIRABLES

- Le pessimisme ne doit pas nous empêcher d'agir
- Conjurer l'apartheid écologique et ses guerres
- Socialiser la finance
- Des raisons d'espérer et d'agir

On a des raisons d'être pessimiste, aussi des raisons de penser qu'une issue démocratique est possible. Le pessimisme a tendance à nous envahir devant la puissance des acteurs et des partisans de la croissance infinie, de leur influence médiatique et idéologique. Marketing et lobbyings ont leurs armes, voire corruption : ceux qui signent les chèques sont ceux qui font les Lois.

Parmi les scénarios à haut risque, le plus probable n'est pas l'extinction de l'espèce humaine. Car devant la marée des réfugiés climatiques ou de la soif et de la faim, les plus riches n'hésiteraient pas à se barricader un espace écologique de qualité. Oui, et cela existe déjà. Pour la sécurité, les *gated communities*. 10 millions d'Américains y vivent. Vraisemblable si on ne met pas fin à la classe de Davos, selon Susan George. Un autre risque : les guerres écologiques et climatiques. Pour se nourrir, par le commerce inéquitable, par la corruption, par la force. Elles existent déjà. Cas du Koweït, de l'Irak, de l'Afghanistan, pour sécuriser l'approvisionnement en pétrole et en gaz. Guerres pour l'accès à l'eau. Par conséquent, réduire la dépendance aux énergies fossiles serait un facteur essentiel d'atténuation des conflits. Ce qui dégagerait autant de moyens pour les EnR ou un système de protection sociale viable aux USA. 3000 milliards, c'est le coût des guerres en Irak et en Afghanistan pour les USA. 20 milliards, c'est le programme d'Obama pour les EnR.

Nous avons vu la nécessité de transformer radicalement la production, la consommation, et le mode de vie. La réduction des inégalités en est une condition essentielle. Pour cela, il faut désarmer les marchés financiers, en annulant les mesures de dérégulation bancaire, en interdisant certains produits financiers, taxer la spéculation, etc... Et il ne s'agit pas d'un simple verdissement du capitalisme financier.

D'autres voies se profilent. L'organisation solidaire, sur un mode coopératif, avec des échanges fondés sur la gratuité, la réciprocité, les monnaies complémentaires, le militantisme pour le bien-vivre, de vrais services publics, des biens communs, le tout pour contraindre le culte délétère de la croissance matérielle. La crise attire l'attention sur ces idées et ces alternatives. Les forces militantes sont nombreuses, qu'il faut faire converger. « Ce qui nous manque, c'est l'unité, l'organisation, et la prise de conscience de nos forces », écrit Susan George.

IL A OSÉ LE DIRE

**Michel Sapin: "Une
croissance nulle
conforte nos
objectifs en matière
de croissance"**